

1^{ER} DÉCEMBRE 2005

SIDA : ÉTAT D'URGENCE

Le sida a été déclaré « Grande cause nationale » pour l'année 2005. Pour tous les acteurs et actrices associatifs signataires de ce texte, l'attribution de ce label devait propulser le sida sur le devant de la scène politique et médiatique, entraîner la mobilisation de l'ensemble de la société dans la lutte contre l'épidémie et marquer un nouvel élan dans le combat contre la maladie.

Dès janvier, le collectif « Sida, Grande cause nationale 2005 » appelait les pouvoirs publics à mettre en œuvre six mesures d'urgence en faveur de l'amélioration des conditions de vie des personnes séropositives et de la prévention des contaminations. Onze mois plus tard, ces revendications sont plus que jamais d'actualité :

1 - L'interdiction de toute discrimination dans l'accès aux assurances et aux prêts pour les personnes touchées par le VIH/sida.

Parce qu'un tiers des personnes séropositives interrogées par Sida Info Droits (2005) déclare une discrimination dans l'accès à l'emprunt et à l'assurance et un autre tiers renonce à la souscription d'un prêt, d'une assurance ou d'une mutuelle en raison de ces discriminations.

2 - La mise en œuvre et l'application effective d'une politique ambitieuse de prévention et d'éducation aux sexualités auprès des jeunes, pourtant inscrite dans les programmes scolaires, dès le collège.

Parce que les 20-29 ans constituent la deuxième tranche d'âge la plus représentée parmi les découvertes de séropositivité, ce qui devrait justifier une politique de prévention massive en milieu scolaire et universitaire.

3 - Le développement de la recherche médicale et une plus grande attention portée aux spécificités des femmes séropositives.

Parce que les femmes représentent toujours moins d'un quart des personnes incluses dans la recherche sur le traitement du VIH/sida.

4 - Un plan d'urgence sanitaire dans les départements français d'Amérique.

Parce que la situation exige une réponse rapide et efficace face à l'ampleur croissante de l'épidémie dans les départements français d'Amérique et que, sollicité par les associations, le ministre de l'Outre-mer ne s'est pas positionné sur cette question.

5 - L'accès à la couverture médicale universelle pour tous, y compris pour les étrangers en situation irrégulière.

Parce que cette année, deux décrets restreignant l'accès à l'aide médicale d'État ont été publiés contre l'avis de la Cnam, les recommandations du rapport Delfraissy et la position des associations de malades, malgré les promesses des gouvernements Raffarin.

6 - Une contribution accrue de la France à la lutte contre le sida dans les pays en développement.

Parce que la hausse de la contribution française aux efforts mul-

tilatéraux et le projet de taxation internationale restent bien en deçà des urgences de l'épidémie et se fait au détriment de la coopération bilatérale.

En cette fin d'année, la situation de l'épidémie génère une certaine amertume voire de la colère. Le nombre de personnes vivant avec le VIH n'a jamais été aussi important et l'estimation du nombre de découvertes de séropositivité est en augmentation. Les défis qui se posent à nous sont de plus en plus pressants : précarisation galopante des malades, conditions de vie pour certains de plus en plus intolérables, discrimination sous-jacente, banalisation de l'épidémie, etc. Pourtant les moyens consacrés à la prévention et à l'accompagnement des malades, et en particulier les subventions aux associations, n'augmentent pas et baissent même pour bon nombre d'entre elles.

Il y a urgence à agir. L'épidémie de sida requiert une fois de plus la mobilisation de toute la société. Le gouvernement doit marquer et formaliser le nécessaire engagement de toutes les institutions concernées.

C'est pourquoi nous demandons, avant la fin de l'année, la création d'une Mission interministérielle de lutte contre le sida.

Dotée des moyens appropriés, elle devra permettre un travail commun de tous les acteurs publics pour rendre leur action plus concertée et plus efficace et sera également un outil de collaboration avec les associations.

Le 1^{er} décembre, nous invitons tous les citoyens à nous rejoindre pour continuer le combat en participant à la Marche interassociative.

Rendez-vous à 18h30 sur le parvis du Centre Pompidou.

À 17h30 le Patchwork des noms sera déployé sur le parvis du Centre Pompidou.



PREMIERS SIGNATAIRES : ACADÉMIE GAY & LESBIENNE / ACTIS / ACTIONS-TRAITEMENTS / ACT UP-PARIS / AERI / AFR / ALTERNAT'HIV / ANGEL 91 / ARAP-RUBIS / ARCAT / AREIS / ASSOCIATION DES AMIS DE BONNEUIL / AFRIQUE Avenir / AGLA FRANCE / AIDES / AIDES ÎLE-DE-FRANCE / APG / ATF (ASSOCIATION DES TUNISIENS DE FRANCE) / L'AUTRE CERCLE / BASILADE / BONDEKO / BLUE MOON / CABIRIA / CACIS / CHRÉTIENS ET SIDA / LA CLEF / COLLECTIF PARIS CENTRE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS À L'ENCONTRE DES HANDICAPÉS / COMEDE / COORDINATION TOXICOMANIE 18 / COUPLES CONTRE LE SIDA / CRIPS ÎLE-DE-FRANCE / CRIPS RHÔNE-ALPES / DAVID ET JONATHAN / DESSINE-MOI UN MOUTON / ÉTUDIANTS CONTRE LE SIDA / ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA / EX-AEQUO REIMS / FASTI / FÉDÉRATION FRANÇAISE DES CENTRES LGBT / FEMMES DE DROITS / DROITS DES FEMMES / FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE (FSU) FRISSE / G.A.T. / GRISÉLIDIS / JHS+ / IDAHO / INTER-LGBT / LE KIOSQUE INFO SIDA / LESBIAN AND GAY PRIDE DE LYON / LIGUE DES DROITS DE L'HOMME / MAAVAR / LA MARMITE / MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL (MPPF) / LES PANTHÈRES ROSES / PASTT / RAVAD / RÉSEAU-BASTILLE-SAINT-ANTOINE / REVIH-MULHOUSE / SANS CONTREFAÇON / SID'ACCUEIL BASSE-NORMANDIE / SIDACTION / SIDA GRANDE CAUSE NATIONALE 2005 / SIDA INFO SERVICE / SILOË / SOL EN SI / SOLIDARITÉ SIDA / "SOURIEZ-VOUS-ÊTES-FILMÉ-ES!" / FÉDÉRATION SOS HÉPATITES / SOS HOMOPHOBIE / FÉDÉRATION SUD ÉTUDIANT / FÉDÉRATION DES SYNDICATS SUD ÉDUCATION / SYNDICAT DE LA MÉDECINE GÉNÉRALE / TECHNOPLUS GRAND OUEST / UD CGT PARIS / UNALS / LES VERTS